

## 1.

### De la clandestinité aux urnes

---

En raison de la rareté des révélations publiques et *a fortiori* de l'absence de textes très détaillés consacrés par les tenants de ce courant politique et religieux sur les prémisses et la création de leur mouvement, de nombreuses zones d'ombres demeurent concernant les conditions exactes de la création du cercle de pensée qui fût à l'origine de la djaz'ara. Des versions fragmentaires, contestables et parfois contradictoires circulent par ailleurs, confectionnées par des organisations rivales. Selon des représentants actuels du courant en exil en Europe, l'organisation a été créée sous l'appellation de Jama'a Islamiya lors d'un congrès constitutif organisé dans une petite localité de Kabylie, Beni Yaala, « après des rencontres préparatoires à Alger<sup>3</sup> ». L'un des membres fondateurs, Mustapha Brahami, un physicien originaire de Tlemcen, évoque en ces termes les activités de ce groupe islamiste composé de jeunes intellectuels : « j'appartenais à un mouvement islamique, forcément clandestin, étant donné qu'une simple association culturelle ou caritative ne pouvait voir le jour dans un pays encerclé par le parti unique et le monopole exercé de manière sanglante par le pouvoir en place. Ce mouvement qui avait pris naissance dans les universités, s'était ensuite disséminé partout dans le pays. Ces principales activités s'articulaient autour de conférences, séminaires et publications sur les sujets divers : Islam, culture, civilisation, histoire<sup>4</sup> ». Comme Mustapha Brahami, la plupart

des membres de ce cercle de pensée sont des « scientifiques » : Mohamed Lahbib Haddam l'un des plus influents se destine à la médecine, il sera chirurgien cardio-vasculaire à l'hôpital universitaire Mustapha, à Alger. Les membres fondateurs qui se côtoient dans la capitale optent rapidement pour une nouvelle dénomination : le Mouvement du nouveau civilisationnel (El Binâ'i el hadârî), la précédente, Jama'a Islamiya, continuera cependant à être utilisé, un temps, avant de tomber en désuétude. Ils revendiquent explicitement comme double héritage l'association des oulémas et le philosophe Malek Bennabi. L'association des oulémas fondée en 1931, dirigée par le cheikh Ben Badis puis par le cheikh Bachir Ibrahim, s'était fixée pour objectif de combattre pour une Algérie libre et indépendante en propageant les idéaux islamiques et en luttant pour la défense de la langue arabe. Ce combat pour « l'identité algérienne » au détriment d'une lutte internationaliste pour la propagation du message coranique sera à l'origine de la dénomination djaz'ara, imposée par un rival de l'organisation, Mahfoud Nahnah<sup>5</sup> affilié aux Frères musulmans. Elle ne sera jamais admise par les partisans du Mouvement du nouveau civilisationnel. Toutefois, le culte du secret, les principes stratégiques de cette organisation clandestine, favorisent l'usage de cette dénomination, l'imposent au sein du « microcosme » politique algérien. Pour cette raison elle sera utilisée dans le cadre de cette étude<sup>6</sup>.

Le Mouvement du nouveau civilisationnel qui s'est rapidement doté de véritables organes, d'un conseil consultatif et d'un bureau exécutif, disposait en réalité d'une seule cellule particulièrement active, au milieu des années 1970, qui opérait dans la capitale à la faculté centrale et se livrait à des actions de propagande en se heurtant aux militants marxistes, nombreux et très influents à cette époque. Une personnalité émerge au sein de cette organisation clandestine et s'impose progressivement comme l'idéologue du mouvement, un

enseignant kabyle, Lounis Belkacem. Plus connu sous le nom d'emprunt de Mohamed Saïd, il ne fait pourtant pas partie du cercle fermé des membres fondateurs et intègre l'organisation huit ans après sa création, en 1980<sup>7</sup>.

Issu d'une famille originaire du village de Zaknoun (daïra des Ouacifs) situé dans la wilaya de Tizi-ouzou, Lounis Belkacem est né le 8 juillet 1945. Son père Saïd garde champêtre, soupçonné de collaboration avec l'occupant, est abattu par une unité de l'Armée de libération nationale, lors de la guerre d'indépendance en 1956. Adolescent, il part à Alger, où il effectue des études de lettres. Au contact avec des cercles intellectuels restreints, il étoffe sa formation religieuse. À cette époque un philosophe, rédacteur de nombreux ouvrages sur la civilisation musulmane, Malek Bennabi, exerce une influence déterminante sur de nombreux étudiants de la capitale. Francophone, favorable à un renouvellement des cadres de la pensée islamique, rattaché au courant réformiste, il a par son charisme contribué à la formation intellectuelle d'étudiants marqués par une profonde crise identitaire. Lounis Belkacem se réclamera, à l'instar d'autres cadres de la djaz'ara, de ce penseur décédé le 31 octobre 1973. Quelques années plus tard, il sera cependant influencé par des cheikhs religieux prêchant une transformation plus radicale de la société algérienne et adoptant un discours plus contestataire.

Titulaire d'une licence en lettres arabes et d'une post graduation, il entre dans l'enseignement en 1976, en tant que professeur au lycée Émir Abdelkader (Alger). Il poursuit une formation en théologie et fréquente la mosquée Rahma à Bab el Oued et celle de la faculté centrale, où se retrouve des partisans de la Jama'a islamiya. Devenu maître-assistant à l'Institut supérieur des fondements de la religion de l'université d'Alger et imam de la mosquée Dar el Arqam, Lounis Belkacem devient dès la fin des années 1970 une personnalité respectée de la mouvance islamiste dans la capitale qui évolue

cependant dans l'ombre de cheikhs algériens comme Abdelatif Soltani, personnalité dont le grand âge, plus de soixante-dix ans, et la culture religieuse sont respectés.

Lounis Belkacem adopte le pseudonyme de Mohamed Saïd par référence à un responsable de l'Armée de libération nationale qui opérait en Kabylie, sa région d'origine, connu pour sa piété religieuse. Lorsqu'il intègre la « loge », peu connue en 1980, il est persuadé que les différents gouvernements qui se sont succédé depuis l'avènement de l'indépendance ont trahi l'esprit de la révolution en occultant sa dimension islamique. Les islamistes perçoivent toutefois à cette époque une indéniable évolution du régime, qui à partir du milieu des années 1970, tente de réduire l'influence des militants marxisants, compagnons de route sous la présidence de Houari Boumediène. La campagne d'arabisation en 1976 a été marquée par l'apparition puis la prolifération de prêcheurs coraniques avec la bienveillance du pouvoir. Dans les campus universitaires, les étudiants qui s'opposent activement à la constitution de réseaux islamistes sont liés au Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), une formation politique créée clandestinement en 1966, issue de l'Organisation de la résistance populaire (ORP) qui rassemblait l'aile gauche du FLN et les anciens du défunt parti communiste algérien.

Les partisans de la djaz'ara, conscients des contradictions et des déchirements de la classe politique traditionnelle, comme d'autres courants islamistes, tentent de tirer profit d'une relative bienveillance du pouvoir, en intervenant sur la scène politique et en contrôlant de nombreux lieux de cultes afin de recruter de nouveaux militants. Mohamed Saïd, en contact avec Abassi Madani, désormais apprécié pour l'ampleur de sa culture religieuse, est intégré, en 1981, dans le comité éditorial d'une revue islamiste *Et-Tedhkir*, il apparaît pour la première fois dans l'actualité à l'occasion de deux affaires qui auront un retentissement national. En no-

vembre 1982, il participe à la rédaction d'une plate-forme en quatorze points, signée notamment par les cheikhs Abassi Madani et Mohamed Sahnoun qui réclame l'interdiction de l'alcool et de la mixité sur les campus universitaires et l'application de la chari'a. Également accusé dans le cadre d'une enquête liée à l'assassinat d'un étudiant kabyle, Kamel Amzal, poignardé le 2 novembre 1982 dans l'enceinte de l'université de Ben Aknoun, Mohamed Saïd est arrêté comme d'autres signataires de la pétition. Incarcéré à la prison de Berrouaghia (wilaya de Médéa), il fait l'objet d'une procédure judiciaire instruite par la Cour de sûreté de l'État de Médéa. Bénéficiant d'une mesure de clémence de la présidence de la République, il est libéré, comme le cheikh Abassi Madani, en mai 1984.

Le cercle de pensée qui fréquente la mosquée Dar el Arqam désigne, à l'occasion d'une réunion extraordinaire du Conseil consultatif, Mohamed Saïd, comme émir. Principal responsable des destinées du Mouvement du renouveau civilisationnel, au nom de l'organisation, il aspire à jouer un véritable rôle sur la scène politique algérienne et tisse à cette époque des liens avec les partisans du cheikh Mohamed Sahnoun.

Personnalité respectée, connue pour la richesse de sa culture religieuse qui tente de fédérer les différents mouvements islamistes ce cheikh religieux exercera un magistère, une autorité morale, sur Mohamed Saïd et sur ses proches durant toute la décennie 1980. Mohamed Sahnoun, originaire de Biskra, né en 1907, est affilié à l'association des oulémas. Exerçant les fonctions d'imam, sous le régime du président Houari Boumediene, il est connu dans les milieux islamistes pour avoir marqué son opposition à la domination coloniale comme aux options socialistes consacrées par la charte d'Alger.

En dehors des cercles de la capitale, un autre pôle du Mouvement du renouveau civilisationnel se constitue à

Tlemcen, quelques intellectuels et technocrates se réunissent régulièrement, diffusant le même discours religieux fortement teinté de nationalisme. Parmi eux une autre personnalité se distingue, un physicien qui a effectué ses études universitaires à Alger de 1972 à 1978, Annouar Haddam.

Né en 1955, à Tlemcen, issu d'une famille de la classe moyenne, son père exerçait les fonctions de proviseur, cet intellectuel, exercera une influence non négligeable sur les orientations et les choix stratégiques de la « loge ». Frère de Mohamed Lahbib Haddam, autre cadre de l'organisation, ardent partisan de « l'entrisme » du « noyautage » des institutions, il contribue à entretenir les prétentions élitistes et la culture du secret qui seront plus tard stigmatisées par leurs nombreux adversaires. Annouar Haddam s'exile durant quelques années, de 1980 à 1985 aux États-Unis afin de poursuivre sa formation scientifique dans une université de l'Iowa. De retour à Alger, il obtient un poste à la faculté de Bab Ezzouar et réintègre les cercles algérienistes.

Cet investissement intellectuel au contact des grandes universités occidentales était encouragé par le mouvement et devait favoriser l'éclosion d'une nouvelle élite au sein de l'appareil d'État, dans le cadre d'une stratégie de subversion fondée sur un principe, la dissimulation<sup>8</sup>.

Lorsqu'en octobre 1988 débute un mouvement social d'ampleur marqué par des émeutes et par une répression féroce des forces de sécurité, qui sera à l'origine de la remise en cause des fondements du régime politique algérien, notamment du système du parti unique, le courant de la djaz'ara bénéficie d'une véritable notoriété. Sa tonalité authentiquement islamiste est toutefois mise en cause par diverses personnalités et également par des membres de fractions se proclamant favorable à la lutte armée, à la confrontation immédiate avec l'État algérien. Pour beaucoup, ce courant apparaît comme fondé sur un socle doctrinal

inconsistant vaguement nationaliste. Lors des émeutes d'octobre, les algérianistes prêcheront la modération. Mohamed Saïd et le cheikh Sahnoun s'opposent en liaison avec un proche du cheikh Mahfoud Nahnah à la tenue d'un rassemblement de protestation organisé le 10 octobre 1988 par le prêcheur Ali Belhadj imam de la mosquée Es Sunna à Bab El Oued (Alger) : en dépit de cette démarche plusieurs dizaines de militants islamistes rassemblés près du lycée Émir Abdelkader seront tués par les services de sécurité. Mohamed Saïd, muni d'une lettre rédigée par le cheikh Sahnoun, reçu officiellement à la présidence de la République exigera la mise en place d'une commission d'enquête indépendante.

En raison de son mode de fonctionnement sur la base d'une « loge secrète », des noms de personnalités circulent parfois à tort comme adhérents ou sympathisants du courant, la constitution du Front islamique du salut et plus généralement le processus d'ouverture démocratique initié par la présidence de la République permettront, de définir plus strictement l'ampleur, la nature de ce « cercle de pensée » comme d'identifier ses acteurs. Lorsque d'intenses débats débutent au sein de la mouvance islamiste pour la création d'un front rassemblant l'ensemble des tendances de l'islamisme algérien, Mohamed Saïd en accord avec une partie des membres de sa « loge » refuse de s'associer aux négociations qui aboutiront à la proclamation le 10 mars 1989, dans la mosquée Ibn Badis de Kouba (Alger), de la création du Front islamique du salut (FIS). Il tente avec le cheikh Sahnoun de fonder les bases d'une autre formation connue sous l'appellation de « Rabita ad-Dawa al islamiya », créée durant le deuxième semestre de l'année 1989, qui échouera dans sa tentative de fédérer les rangs des différents mouvements.

Certains proches du responsable de la djaz'ara, sur lesquels l'organisation pourra compter par la suite, ont opté pour une autre stratégie. Abderrazaq Redjem, un fonction-

naire algérois né en 1958, qui sera quelques années plus tard l'un de ses plus précieux collaborateurs lorsque la guerre civile débutera, est l'un des quinze membres fondateurs du FIS<sup>9</sup>. À l'occasion des élections du 12 juin 1990, le Front islamique du salut, après à peine plus d'une année d'existence, principal bénéficiaire du processus de démocratisation de la vie politique algérienne, devient la première formation du pays. Lors des premières échéances électorales libres depuis la proclamation de l'indépendance, le FIS obtient pour le scrutin des Assemblées populaires communales (APC) 4 331 472 voix, soit 54,2 % des voix exprimées. Dans les communes de plus de 50 000 habitants c'est un véritable raz-de-marée : seules quatre municipalités<sup>10</sup> sur soixante trois ne sont pas remportées par la formation islamiste. Dans certaines villes plus de 80 % des électeurs se sont prononcés pour le FIS comme à Médéa, ou dans certaines APC de la capitale (Bachdjarah, Bab El Oued, Bourouba...). Les résultats des élections pour les Assemblées populaires de wilaya (APW) sont sensiblement équivalents, l'ancien parti unique, le Front de libération nationale (FLN) parvenant à obtenir la majorité des sièges pourvus dans les départements (wilayas) du sud du pays et dans la wilaya d'El Tarf, à proximité de la frontière tunisienne. Les autres formations, hormis le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) en Kabylie, ne parviennent pas à susciter l'adhésion des électeurs<sup>11</sup>.

Désormais confrontés à l'indéniable succès électoral du FIS, les islamistes qui avaient marqué leur refus de rallier le « Front » sont confrontés à un dilemme, soit créer de nouvelles formations politiques, soit tenter de rallier la formation d'Abassi Madani qui recrute massivement des militants dans toutes les couches de la population. Mohamed Saïd et les principaux dirigeants du Mouvement du renouveau civilisationnel estiment qu'en l'absence de réaction, face à ce « séisme », l'avenir politique de leur courant serait compro-